

# La démocratie perd ses feuilles... L'hiver vient ?

Par Adrienne Demaret

**L'**extrême droite progresse dans les urnes, en Belgique comme en Europe. Les analystes s'accordent à y voir un danger réel pour nos démocraties. Peut-on pour autant parler d'un retour du fascisme ? En tout cas, les signaux d'alerte se multiplient, un processus glaçant semble en cours.

Le fascisme ressemble à l'automne. Il ne tombe pas d'un coup, il s'installe. D'abord, presque rien : une feuille qui jaunit, la lumière qui baisse, l'air qui se fait plus lourd. On hésite encore à nommer ce qui vient. Puis les signes s'accumulent. Les mots changent de sens, les indignations s'émeussent. Ce qui choquait hier devient tolérable, puis banal. Comme les feuilles mortes qui couvrent le sol, tout s'altère et s'étouffe lentement. Et un matin, sans rupture, le paysage a changé. Les arbres sont nus, le sol sombre et détrempé. On s'est habitué sans s'en rendre compte : ce n'était pas un événement, mais une lente entrée dans l'hiver. L'hiver de la démocratie.

## Processus

Ce processus s'appelle « fascisation » : « Le mot provient des années 1920, juste avant la prise du pouvoir par Hitler en 1933. À l'époque, un processus de droitisation, de mesures autoritaires, de lois répressives et d'idées racistes ont progressivement très bien préparé le terrain à la prise du pouvoir par les nazis. Comme dans l'histoire de la grenouille plongée dans une casserole d'eau froide que l'on chauffe jusqu'à atteindre insensiblement le point d'ébullition. Il s'agit d'un processus double. D'une part, un processus qui supprime de plus en plus d'acquis démocratiques et sociaux. De l'autre, un processus par lequel l'opinion publique est pas à pas gagnée aux idées de la droite extrême<sup>1</sup> ». En Belgique, en Europe, en est-on là ?

## Droits sociaux menacés

Les attaques répétées sur des droits humains et sociaux qu'il a fallu des années pour conquérir est l'un des premiers signes que la démocratie recule. Des agressions qui

ne sont pas toujours frontales et qui participent à « changer l'atmosphère ». Prenons le droit des femmes à disposer de leur corps : dans la Hongrie de Viktor Orban, les femmes qui souhaitent une IVG sont à présent obligées d'écouter les battements de cœur de l'embryon avant toute décision. Dans l'Italie de Meloni, les groupes anti-avortement sont autorisés à entrer dans les cliniques. Officiellement, pas de recul sur la possibilité d'interrompre une grossesse, mais dans les faits une préparation habile des mentalités sur le fait qu'il faut empêcher ces femmes de « commettre une erreur ». Le gouvernement finlandais a entrepris, en 2024, des réformes majeures du marché du travail qui visent à restreindre le droit de grève et à faciliter les licenciements. Chez nous, Bart De Wever estime que l'accès à la sécurité sociale n'est pas un droit humain<sup>2</sup> (droit inaliénable que l'on a dès la naissance), mais un droit du citoyen, qui doit s'acquérir et qu'on peut retirer. C'est là une attaque fondamentale contre les droits humains tels qu'ils ont été conçus.

## Une opinion publique cuite à point

Autre signal qui montre que l'extrême droite gagne du terrain dans les mentalités : les projets de loi mis en avant par les gouvernements dans lesquels l'extrême droite n'est même pas, et qu'elle arrive quand même à influencer. Le sujet principal sur lequel on peut mesurer cet impact, c'est la migration. En Belgique, le traitement réservé aux demandeurs d'asile, de plus en plus dur, est symptomatique du glissement vers l'extrême droite : les aides aux réfugiés corrélées à leur volonté d'intégration, le durcissement des conditions de regroupement familial, etc. La mise en place de tout cela est favorisée par un racisme de plus en plus décomplexé. Nourrir son discours de préjugés et de mensonges xénophobes semble de plus en plus porteur électoralement. Le racisme institutionnel (discriminations à l'embauche, refus de location aux étrangers, concentration des immigrés dans des emplois pénibles et mal payés, violences policières, contrôles au faciès...) se banalise. Les étrangers sont désignés comme une minorité qui refuse de s'intégrer. Ces formes racistes de populisme ne doivent pas être prises à la légère comme de simples formes d'inégalités dont la société est légion. Elles sont le terreau qui prépare les mentalités à accepter que le gouvernement s'assoie sur les lois sans qu'on ne sème outre mesure.

## Mépris de la démocratie et des lois

En effet, en Europe, la plupart des pays, dont la Belgique, sont dans l'illégalité par rapport à leur propre droit national sur la question migratoire. La non-exécution de décisions de justice concernant l'hébergement de demandeurs d'asile est une remise en cause de l'État de droit. Les gouvernements s'assoient dessus et l'assument<sup>3</sup>, et la majorité de la population ne bronche pas. Le fait qu'un gouvernement ne se conforme pas à des décisions de justice est extrêmement inquiétant. On sait qu'il y a toujours un « laboratoire » auprès d'une série de personnes, avant d'étendre des mesures liberticides vers d'autres catégories. Mais

comme pas grand monde ne s'est indigné sur les premières, les mécanismes juridiques sont en place et il sera plus difficile de s'inquiéter quand ce seront les malades, les chômeurs, et une plus grande partie de la population qui seront concernés.

## Répression des associations

La meilleure manière pour un gouvernement d'ouvrir un boulevard pour l'extrême droite, c'est de s'attaquer stratégiquement à tout ce qui peut représenter un contre-pouvoir, nourrir la démocratie, et de passer outre la concertation sociale et les corps intermédiaires. Depuis presque deux ans, nous voyons fleurir comme des mauvaises herbes les attaques contre les mutuelles, les syndicats, le monde associatif... des projets de loi visant à restreindre le droit de manifestation, à durcir les sanctions contre les « mouvements radicaux », l'interdiction administrative d'associations (le projet de loi Quintin), la dé-reconnaissance d'associations reconnues en éducation permanente et liées par des décrets, et bien sûr la diabolisation, montée en épingle, des groupes antifa. Nous sommes face à un gouvernement qui pense que la démocratie se vit une fois tous les cinq ans dans les urnes et que sa position lui donne carte blanche pour faire ce qu'il veut durant le mandat, sous prétexte d'une légitimité du plus grand nombre de voix.

## Culture balisée

Lorsque l'extrême droite arrive au pouvoir, c'est généralement un désastre pour la liberté des médias et de la culture, qui sont réduits quasi uniquement au rôle de porte-voix du gouvernement. Il n'y a plus de média d'opposition. Ce n'est peut-être pas du fascisme à proprement parler, mais c'est un populisme où les libertés d'expression sont profondément niées, comme c'est le cas en Pologne. En Belgique, nous n'en sommes pas encore là, mais dès qu'il s'agit de faire des économies budgétaires, le secteur culturel est un des premiers concernés. Quand Georges-Louis Bouchez (MR) évoque une possible suppression du ministère de la Culture, qu'il juge inutile, ou une refonte radicale des subsides aux ASBL, laissant la culture aux forces du marché, il y a de quoi s'inquiéter. De même, quand le gouvernement souhaite faire des différences de TVA entre des productions culturelles, c'est une attaque contre nos libertés, et une habile manière d'insérer dans nos esprits qu'il y a la « bonne » culture comme l'opéra, et la « mauvaise culture » comme le rap ou le rock.

## Mais encore...

Jusqu'ici, nous n'avons abordé que ce qui saute aux yeux, mais les indices sont partout, parfois plus discrets. Le fascisme va de pair avec des dirigeants autoritaires et le culte d'un leader charismatique. Or, si l'on en croit l'enquête « Noir jaune blues » de la RTBF de 2025, les citoyens réclament un leader fort pour sortir des crises. Autre signe d'un processus de fascisation, la glorification du passé et des traditions, le refus du modernisme

et de l'ouverture. Ces signaux, on les retrouve dans les attaques contre les personnes trans et LGBTQIA+, ou encore dans les débats interminables autour de la crèche, moderne, sur la Grand-Place de Bruxelles l'hiver dernier. D'ailleurs, le critère de ce qui fait la une de nos actualités ne doit pas être négligé : le temps d'émission alloué à des sujets comme l'Islam, la migration ou encore le wokisme est démesuré par rapport aux préoccupations concrètes des gens. Pensons encore à l'utilisation de la violence contre les mouvements de contestation, comme lorsque des profs et des familles se font gazer dans une manifestation pacifique. Pris séparément, tous ces événements semblent presque anodins, mais quand on prend un peu de recul pour regarder l'image globale, il y a de quoi s'inquiéter.

## Un fascisme tranquille ?

Malgré tous les indices récoltés, on peut difficilement parler de régime fasciste. Le Brésil est bien passé à l'extrême droite avec Bolsonaro sans installer, au sens propre, le fascisme. Par contre, il est une certitude que la culture démocratique subit une érosion profonde et durable partout dans le monde, mais elle est plus insidieuse que les sociétés fascistes du siècle dernier, comme l'explique Vivek Chibber, sociologue à l'université de New York : « *Fondamentalement, les pauvres jouissent de toute la gamme des droits politiques, mais sont de moins en moins en mesure de les exercer. Le débat politique est entièrement dominé par les élites. Il en résulte le sentiment que toute tentative de participation est inutile et que le système est entièrement tru-*



*qué. (...) On érode la capacité et la volonté des gens à les utiliser. La meilleure stratégie n'est donc pas d'éradiquer les droits, mais de les rendre inapplicables<sup>4</sup> ». Voilà, en quelques lignes, dévoilé l'état actuel de nos sociétés : une démocratie qui semble être toujours en place mais qui peut ressembler, pour certains, à une coquille vide. Ce que le chercheur québécois Jonathan Durand Folco appelle le « fascisme tranquille ». Nous ne sommes plus, à proprement parler, dans un fascisme des années 30, mais la situation est peut-être tout aussi dangereuse. Et s'il y a une leçon à retenir du passé, c'est que la démocratie peut être détruite si on ne la défend pas avec vigueur.*

## Fascisme ou pas, est-ce vraiment la question ?

Sommes-nous tellement obnubilés par le fascisme et son étiquetage que nous passons à côté des vrais dangers ? Peut-être. Ce qui est certain, c'est que nous assistons à une transformation de la société, plus raciste, plus intolérante, moins solidaire, aigrie, haineuse... et parmi les femmes et les hommes qui portent ces messages d'extrême droite, certains s'emploient activement à rendre la promesse fasciste raisonnable, et même souhaitable. Observateurs et citoyens sont de plus en plus nombreux à observer tous ces indices de fascisation dans le paysage politique belge, phénomène qui s'est accéléré avec le gouvernement Arizona. Ce n'est pas pour cela que nous verserons dans un régime fasciste, mais cela veut dire que si arrivait au pouvoir, par les urnes, un parti souhaitant installer un régime autoritaire fascisant, tout est en place pour le permettre. C'est là-dessus que nous devons lutter et combattre. Il faut voir ce qui se prépare avant qu'il ne soit trop tard et qu'on en arrive à des expulsions de masse, à une guerre, à des camps, car, selon la métaphore parlante du chercheur québécois Jonathan Durand Folco (auteur du livre *Fascisme tranquille : Affronter la nouvelle vague autoritaire*) : « *Quand on est atteint d'un cancer, il ne faut pas attendre d'être au stade terminal pour réagir<sup>5</sup> ». □*

1. Herwig Lerouge et Peter Mertens, « L'inquiétante droitisation de la politique belge », 19 décembre 2018, [www.solidaire.org](http://www.solidaire.org).

2. Idem.

3. « En Belgique, la ministre de l'Asile applique ses mesures migratoires au mépris de l'État de droit », 10 mars 2026, [www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com).

4. Vivek Chibber, « Le fascisme est-il de retour ? », dans *Lava Média*, numéro 11, décembre 2019, [lavamedia.be](http://lavamedia.be).

5. Jonathan Durand Folco, « Le fascisme tranquille », dans le podcast « Les balados de Fred Savard », saison 8 épisode 11, YouTube, 30 novembre 2025.